

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 23/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



Société GERFLOR PROVENCE SNC

ZI Bois des Lots
BP 6
26130 Saint-Paul-Trois-Châteaux

Référence : 20230322-RAP-DAEN0332
Code AIOT : 0006102715

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2023 dans l'établissement GERFLOR PROVENCE SNC implanté ZI du Bois des Lots 26130 Saint-Paul-Trois-Châteaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle est réalisé dans le cadre d'une opération coup de poing portant sur les rétentions et produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GERFLOR PROVENCE SNC
- ZI du Bois des Lots 26130 Saint-Paul-Trois-Châteaux
- Code AIOT : 0006102715
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Gerflor Provence SNC est spécialisée dans la fabrication de revêtement de sol souple à base de PVC par différents procédés : impression (héliogravure ou numérique), enduction, extrusion, pressage, calandrage, usinage...

L'activité est implantée sur un site de 20 ha sur lequel sont exploitées 4 unités de production autonome : 2M, 4M, P2000 et KLAM.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Opération Coup de Poing : Rétentions – Produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	/	Lettre de suite	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5(31?)	/	Sans objet
3	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Sans objet
5	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Sans objet
6	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les informations relatives aux produits utilisés sur le site sont conformes. Il est relevé des non-conformités concernant l'état des rétentions des plastifiants des usines 2M et 4M.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, CLP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Les produits autorisés à être stockés et utilisés sur le site sont listés dans un tableur. Les postes sur lesquels sont utilisés les produits sont mentionnés ainsi que de nombreuses informations dont mentions de danger. La localisation des produits apparaît sur le plan du PI. Il y figure également le type de risque associé ainsi que les quantités maximales susceptibles d'être stockées (en format papier et numérique). Disponibilité du lieu d'utilisation. Produits regardés : Agent mouillant ZELEC10: H315, 318, 411, produit utilisé au dosage (Irritant) : FDS de 2018 disponible. Biocide PLT9 : utilisé au dosage, FDS, H410, H314 318 : FDS disponible. Plastifiant DOTP LGFLEXGL300 : H316 (irritant) : FDS disponible. Les conditions de stockage des produits contrôlés sont conformes. L'étiquetage est conforme. L'exploitant veillera à renouveler ses FDS antérieures à 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5(31?)
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : Parmi les produits figurants dans la liste de l'exploitant, 3 produits ont été regardés par échantillonnage (cf point de contrôle n°1). L'exploitant dispose d'une fiche synthétique par famille de danger disponible sur les postes de travail. Le contrôle réalisé au dosage permet de constater la présence de la fiche de données de sécurité, l'affichage correct des pictogrammes sur les produits, le port des EPI. Une employée a été questionnée sur les risques liés à un produit biocide (PLT9), mis en œuvre sur le poste. Sa connaissance sur ces risques et les EPI associés était correcte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">– dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]
Constats : Le contrôle a porté sur les rétentions des silos de plastifiant de l'usine 2M et 4M qui n'ont pas fait l'objet de modification depuis le dossier initial. Les pictogrammes des produits stockés sont présents.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien de la rétention et gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
Constats : L'exploitant réalise un contrôle visuel interne une fois par an pour les rétentions. Présentation d'une procédure prévention HSE qui est en cours de formalisation. Les rétentions font partie de ce plan. L'état des rétentions contrôlées qui concernent le stockage de plastifiant mentionné au point de contrôle n°3 est fortement dégradé. Ces rétentions sont en béton et leur étanchéité n'apparaît pas garantie. La situation ne crée pas de risque de pollution accidentelle, en revanche elle est de nature à générer un risque de pollution chronique du sol et de la nappe. Rétention plastifiant 2M : 1- le fond de la rétention est dégradé, le béton est attaqué par le produit. De larges fissures apparaissent au pied des murets à l'intérieur. Une réfection du sol de la rétention est nécessaire ; 2- les murets présentent, sur le dessus et sur les parois extérieures, de nombreuses traces d'écoulement ; 3- les caniveaux situés au pied des murets de la rétention côté extérieur, présentent également des traces relativement importantes d'écoulement ; 4- un escalier permet d'accéder à l'intérieur de la rétention. De nombreuses traces de plastifiant sont relevées sur ces escaliers ainsi que sur la voirie en bordure avec la présence d'absorbant ; 5- des collecteurs sont présents autour de cette rétention. Pour les points 2, 3, 4, GERFLOR apportera les éléments relatifs aux conditions d'exploitation de cette installation et les mesures prises pour éviter ces anomalies. Pour le point 5, l'exploitant justifiera de la destination des liquides recueillis via ces collecteurs. Pour le point 1, l'exploitant transmettra un plan de travaux assorti d'un échéancier. Rétention plastifiant 4M : L'état des rétentions des silos de plastifiant est dégradé. L'étanchéité n'est pas garantie. Une résine a été posée il y a peu de temps mais n'a pas résisté au produit. L'exploitant transmettra un plan de travaux assorti d'un échéancier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Produits incompatibles et réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage
Constats : Les produits stockés sur les rétentions contrôlées sont de même nature. Aucune incompatibilité n'a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : 90 % des matières combustibles sont stockées en contenant fixe type silo. L'exploitant prévoit de communiquer sur les quantités maximales susceptibles d'être stockées par famille de produits. Il dispose de ces informations qui sont répertoriées sur un plan.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet